

DESTEXHE :

“Il faut arrêter l'angélisme”

➤ Selon le sénateur MR, la Belgique serait en train de payer de nombreuses années de politique d'immigration non contrôlée

Alain Destexhe (MR) est sénateur, il est connu pour ses avis tranchés quant aux problèmes d'immigration en Belgique. Il a récemment écrit une chronique dans le journal *Le Figaro* intitulée *Pourquoi la Belgique est-elle aussi en guerre ?* Il y défend l'idée que notre pays, et plus particulièrement la ville de Verviers, serait en train de devenir “un foyer du fondamentalisme islamique”. Entretien.

D'après vous, comment la Belgique a pu en arriver à une situation pareille ?

“Je pense que si la Belgique est le pays qui a, proportionnellement à sa population, le plus grand nombre de combattants partis en Syrie, ce n'est pas un hasard. C'est en fait le résultat de 20 ans d'une politique d'immigration trop laxiste et non contrôlée. Pendant très longtemps, le sujet de l'intégration était tabou. Celui qui en parlait était directement qualifié de raciste. Aujourd'hui, c'est cette politique de l'autruche que nous payons. On a toujours pensé que les gens allaient s'intégrer d'eux-mêmes et que l'extrémisme ne représentait qu'une part infime de la communauté musulmane. Je pense que tout cela est faux. Ceux qui vivent un islam radical sont beaucoup plus que ce que l'on peut penser. Il est complètement faux de dire que 99 % de la communauté musulmane s'intègre bien et que seulement une infime partie vit la religion de façon plus radicale.”

Donc, pour vous, le gouvernement serait le seul responsable de cette montée de l'islamisme radical ?

“Non, il faut avouer qu'une partie de ces gens a tout simplement décidé de ne pas s'intégrer. Ils ne veulent pas adhérer à nos valeurs et préfèrent continuer à vivre comme ils le faisaient dans leur pays d'origine. Cela fait que nous assistons aujourd'hui à des situations qui auraient été inimaginables il y a quelques années. La semaine dernière encore, un commissariat a été attaqué au cocktail Molotov par des jeunes dans un quartier défavorisé de Bruxelles. Mais où va-t-on ?”

A-t-on atteint un point de non-retour en Belgique ?

“Non, mais il faut prendre des décisions rapidement. Je pense que nous nous devons de mettre immédiatement un frein à une politique d'immigration trop permissive. À côté de cela, il faut travailler pour l'intégration de ceux qui sont déjà là. En attendant, Bruxelles est la ville

la plus clivée d'Europe. Il existe des zones de non-droit dans la capitale dans lesquelles la police n'ose plus aller. Si vous vous baladez un jour de marché à Molenbeek, vous verrez que la moitié des femmes sont voilées.”

Ne pensez-vous pas que l'on frôle le risque d'amalgame avec ce genre de propos ?

“Non, je fais tout pour éviter ça. Je pense juste que moins les populations que l'on a sur notre sol sont intégrées, plus on court le risque de se retrouver face à certaines formes d'islamisme radical. Par contre, je ne considère en aucun cas que l'islam est incompatible avec notre société. Je dis juste qu'il faut arrêter l'angélisme. Il faut arrêter de penser que les terroristes sont des gens isolés, déconnectés des autres musulmans. L'islam, cela peut être le pire comme le meilleur. Quand vous voyez ce qu'il se passe en Afrique ou au Moyen-Orient, il y a de quoi se poser des questions.”

Quelles mesures concrètes pourrait-on prendre pour faire face à cette problématique ?

“La première chose serait de mettre en place un parcours d'intégration obligatoire pour les nouveaux arrivants. Le but serait de leur expliquer de façon précise quelles sont les valeurs de notre pays et s'assurer qu'ils sont prêts à les respecter.”

Et pour ceux qui ont déjà la nationalité belge ?

“Difficile de savoir exactement quoi faire. Il n'y a pas de remède miracle et les mesures à prendre ne pourront de toute façon pas avoir d'effet immédiat. Le gros problème ici, c'est que la Belgique a, jusqu'en 2011, donné la nationalité beaucoup trop facilement à tous ceux qui la demandaient. Il suffisait de signer une déclaration comme quoi on respectait la Constitution et le tour était joué. Le fait est qu'on se retrouve aujourd'hui avec bon nombre de nos compatriotes qui ne partagent pas les mêmes valeurs que nous. En somme, on a déconné pendant 20 ans et, aujourd'hui, on en paye le prix.”

Interview > Romain Demoustier